

Enjeux de la France contemporaine et de l'Union européenne

Qui compose le Conseil européen ?

Le Conseil européen est composé des 28 chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres. Sont également membres du conseil européen, le président de la Commission et le président du Parlement européen. Le Conseil européen est présidé par Donald Tusk qui a été réélu en mars 2017.

Qui adopte la législation européenne ? Quelles sont les différentes modalités d'adoption des textes ?

Sur proposition de la Commission, la législation européenne est adoptée par le Parlement européen et le conseil de l'union européenne. La base légale des textes européens (directives, règlements..) sont déterminés par les traités européens. Les traités déterminent également les modalités d'adoption des textes qui peut être la majorité simple, la majorité qualifiée ou l'unanimité.

Qui a le monopole de l'initiative législative au sein de l'UE ?

En application des traités européens, la Commission européenne dispose de l'initiative législative

Que-ce que le « Brexit » ? Expliquez quelles en sont les conséquences.

Le « Brexit » constitue la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne à la suite du référendum organisé en juin 2016. Par la suite la première ministre britannique a activé l'article 50. S'ouvre dès lors une période de deux ans durant laquelle l'Union européenne et le Royaume-Uni vont négocier des accords afin de déterminer quels seront à terme leurs relations.

La sortie du Royaume-Uni est une illustration des difficultés que rencontre actuellement l'Union européenne. Il s'agit du premier retrait de la part d'un Etat membre qui avait rejoint l'UE en 1973.

Cette sortie va avoir de nombreuses conséquences notamment en ce qui concerne :

- Les parlementaires britanniques siégeant au Parlement européen
- L'avenir des fonctionnaires de nationalité britannique au sein des institutions de l'UE

Toute la question est notamment de déterminer quelle sera la nature des futures relations entre l'UE et le Royaume-Uni notamment en ce qui concerne les 4 libertés fondamentales (libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services). Au-delà des relations avec l'UE, le Royaume-Uni devra également réinvestir en direct certaines enceintes internationales comme l'OMC ou les Etats membres sont représentés par l'UE en raison de la compétence exclusive en matière de négociations commerciales.

La sortie du Royaume-Uni va également dessiner un nouvel équilibre politique entre les membres de l'UE avec un renforcement du poids des pays de l'Est.

Quels ont été les enjeux du sommet de Bratislava en septembre 2016 ?

Le sommet de Bratislava est le premier sommet organisé à 27 Etats membres (sans le Royaume-Uni).

Ce sommet a eu pour objectif de préparer les négociations à venir avec le Royaume-Uni en rappelant certaines lignes rouges pour les Etats membres de l'UE à savoir que l'accès au marché intérieur suppose un respect des 4 grandes libertés. Il a également eu pour objectif de relancer le processus européen autour des certaines politiques permettant de fédérer un maximum d'Etat à savoir les questions de défense et de sécurité et la gestion de la question migratoire.

Expliquez quels sont les différents clivages au sein de l'Union Européenne mis en avant à l'occasion de ce sommet

Il existe plusieurs clivages entre les pays membres de l'UE qui repose notamment sur trois distinctions :

- Membres fondateurs et Etats adhérents jusqu'en 1995 / Etats ayant rejoint l'UE à partir de 2004. Cette distinction se retrouve également dans ce qui concerne les contributeurs nets (les pays qui contribuent plus au budget de l'UE qu'ils ne reçoivent de fonds européens) et les bénéficiaires nets.
- Etats membres du « Nord » et Etats membres du « Sud » notamment en ce qui concerne le respect des règles budgétaires.
- Etats disposant de l'euro comme monnaie et Etats ayant conservé leur propre monnaie. Les Etats non membres de la zone euro demandent également à avoir un droit de regard sur la politique de l'euro en raison de l'impact sur leurs propres économies.

Qu'est-ce que le groupe de « Visegrad » ? Quelles sont ses positions ?

Le groupe de Visegrad est un groupe informel réunissant quatre pays d'Europe centrale : Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie. Ce groupe a pour objectif de coordonner les positions sur les sujets européens de ces pays notamment sur une doctrine de renforcement de l'Etat nation au détriment des compétences exercées par l'UE. Si ces pays se sont réunis notamment sur la question de la gestion de l'immigration afin de rejeter les quotas obligatoires de répartition des immigrés ils ne sont pas nécessairement sur la même ligne en ce qui concerne l'évolution de l'UE.